

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 46

Votants 57

Dont 11 procurations

L'an deux mille vingt cinq le : **Lundi 20 Mars à 18 H 30**
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session **ordinaire** à la salle des Fêtes de Sermages.

sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 14 Mars 2025

Etaient présents :

- Achun : Denis LARUE
- Alluy : Patrice BONNET
- Aunay en Bazois : /
- Avrée : Georges CHATEAU
- Biches : Annie LECERF
- Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT
- Cercy-la-Tour : Sébastien DESCREAU, Julien DENOUEL,
Jean-Michel AGEZ, Monique BERNARD,
Marie-Laure PARMENTIER,
Michel MULOT
- Charrin : Serge CAILLOT, Hervé GARÇON
- Châtillon-en-Bazois : Michel MARIE
Christine MASCARELLO,
Jean-Christophe SAVE
- Chiddes : Bernadette MADINSKI
- Chouigny : Thierry LAPORTE
- Dun sur Grandry : Christina MAURY-JOSSERAND
- Fléty : Romain COUGNY
- Fours : David BONGARD
- Isenay : Bernadette DOUSSOT Supplée Pascal PETIT
- La Nocle-Maulaix : /
- Lanty : Annick BERTRAND
- Larochemillay : /
- Limanton : Patrick REVENEAU
- Luzy : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Floor NUSINK

OBJET :

COMMISSIONS :

ADOPTION DU

REGLEMENT DE LA

COMMISSION
D'APPELS D'OFFRES



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 10/04/2025

Publié ou notifié
le : 10/04/2025

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250320-2025_CC_059-DE

S²LO

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : /
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250320-2025_CC_059-DE



- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : /
- **Poil** : /
- **Préporché** : Thierry PACHOUT Supplée René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : /
- **Semelay** : /
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : /
- **Tazilly** : /
- **Ternant** : /
- **Thaix** : /
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – Mme Caroline MARCEAU à M. Sébastien DESCREAUX
- 2 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 3 – M. Frédéric LEMOINE à M. David BONGARD
- 4 – Mme Florence CHANDIOUX à M. Michel MULOT
- 5 – M. Patrick CHAUSSAT à M. Denis LARUE
- 6 – Mme Danièle NIVOT à Mme Bernadette MADINSKI
- 7 – Mme Sylvie DELAVELLE à M. Gilles GONIN
- 8 – M. Olivier FAURE à Mme Jocelyne GUERIN
- 9 – M. Thierry DESCOURS à Mme Floor NUSINK
- 10 - M. Bernard LEBLANC à M. Romain COUGNY
- 11 – Mme Pascale CHAMARD à M. Jean-Pierre FREGUIN

COMMISSIONS : ADOPTION DU REGLEMENT

DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Monsieur le Président explique qu'afin de bien organiser et normaliser le fonctionnement de la commission d'appel d'offres, un projet de règlement a été rédigé par le pôle juridique et commande publique.

Il prévoit les différentes situations de convocations, de quorum, de votes de la commission.

Voici les différents titres et chapitres du projet de règlement, qui est présenté à la commission d'appel d'offres en date du 30 janvier 2025 (*en PJ la version complète*) :

I° Composition

- 1.1 Composition et membres à voix délibérative
- 1.2 Personnalités qualifiées
- 1.3 Convocations et planning des réunions

II° Compétences et attributions

- 2.1 Compétences de droit de la commission d'appel d'offres
- 2.2 Compétence d'avis dans le cadre des délégations permanentes votées par le Conseil Communautaire
- 2.3 Compétences déléguées pour attribution des marchés par délibération individuelle par le Bureau ou le Conseil Communautaire au Président après avis de la commission d'appel d'offres
- 2.4 Compétences d'avis de la commission d'appel d'offres dans le cadre des compétences de la Communauté de Communes

III° Fonctionnement

- 3.1 Déroulement des réunions et procès-verbal
- 3.2 Respect des règles de la commande publique
- 3.3 Conflit d'intérêt

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, approuve le règlement de la commission d'appel d'offres tel que proposé.

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250320-2025_CC_059-DE



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 20 Mars 2025**

**Le Secrétaire de Séance,
Patrick REVENEAU.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

S²LOW

ID : 058-200067882-20250320-2025_CC_059-DE

REGLEMENT COMMISSION D'APPEL D'OFFRES



Table des matières

I - Composition et rôle des membres	3
1. Composition et membres à voix délibérative	3
2. Personnalités qualifiées	3
3. Convocations et planning des réunions	3
II - Compétences et règles organiques.....	4
1. Compétences de droit de la commission d'appel d'offres	4
2. Compétences d'avis dans le cadre des délégations permanentes votées par le Conseil Communautaire	4
3. Compétences déléguées pour attribution des marchés par délibération du Bureau ou du Conseil Communautaire au Président après avis de la commission d'appel d'offres.....	4
4. Compétences d'avis de la commission d'appel d'offres dans le cadre des compétences de la Communauté de Communes.....	4
III - Fonctionnement.....	6
1. Déroulement des réunions et procès-verbal	6
2. Respect des règles de la commande publique	6
3. Conflit d'intérêt.....	6
IV - Dispositions spécifiques	8

Textes de références :

- Code la commande publique
- Articles L.1410-3, L.1411-5, L.1411-6, D.1411-3, D.1411-4, D.1411-5 du code général des collectivités territoriales

I - Composition et rôle des membres

Composition de droit, vote et personnalités qualifiées :

1. Composition et membres à voix délibérative

La commission d'appel d'offres (CAO) est présidée par le Président de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan.

Elle est composée de 5 membres titulaires et de 5 membres suppléants, plus le Président.

Le quorum s'apprécie si 3 membres minimum (titulaires ou suppléants) sont présents physiquement, en plus du Président.

Lorsqu'il est nécessaire de délibérer, la majorité des voix des participants et des pouvoirs est nécessaire, la voix du Président est, en cas d'égalité, prépondérante.

Pour des raisons pratiques, le titulaire absent choisit son suppléant, ce qui permet d'établir son droit de vote.

Le quorum, en revanche, n'est pas indispensable lorsqu'une délibération n'est pas nécessaire.

2. Personnalités qualifiées

Le Président peut inviter toute personne non membre dont il jugera la participation utile et éclairante aux débats, et en particulier :

- Le Maire ou le représentant d'une Commune concernée directement et à titre principal par l'un ou les dossiers rapportés.
- Le Président de Commission (ou le Vice-Président, ou Conseiller Délégué) concernée directement par l'un ou les dossiers rapportés.
- Le Maître d'œuvre, ou un technicien expert d'un ou des dossiers rapportés.
- Les agents des directions ou services compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation.

Ces personnalités qualifiées ne prennent pas part au vote.

3. Convocations et planning des réunions

Les convocations sont adressées par courriel au moins 5 jours francs avant la tenue de la réunion (3 jours francs en cas d'urgence), avec l'ordre du jour. Les notes sont transmises si possible au moins 3 jours avant la réunion, sauf urgence ou impossibilité matérielle.

En début d'année civile, un calendrier prévisionnel des dates de réunion est transmis aux membres. Il s'articule avec les dates de réunion des bureaux et conseils communautaires.

II - Compétences et règles organiques

1. Compétences de droit de la commission d'appel d'offres

Ces compétences, en ce qui concerne l'ensemble de ces modalités, s'entendent pour examiner les consultations à lancer, tout comme la capacité à lancer une négociation, ou à formuler un avis sur l'attribution des marchés.

La commission d'appel d'offres est compétente, en lieu et place du Conseil Communautaire, pour attribuer les marchés publics dont les montants sont supérieurs aux seuils européens, qui sont les suivants au 1^{er} janvier 2024, et sont actualisés au 1^{er} janvier de chaque année :

- de **5 538 000 euros HT** pour les marchés de travaux et les contrats de concessions.
- de **215 000 euros** pour les marchés de fournitures et services.

La Commission d'Appel d'Offres vote, par délibération, les attributions de marché au-delà de ces seuils, et en est seule compétente.

2. Compétences d'avis dans le cadre des délégations permanentes votées par le Conseil Communautaire

Dans le cadre des délégations permanentes votées par le Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020, le Président a délégation de signature pour les marchés ou commandes inférieures à 5 000 € HT.

Le Bureau Communautaire a délégation pour attribuer les marchés ou commandes inférieures à 25 000 € HT.

Ces délégations sont soumises à information au Conseil Communautaire suivant.

Au-delà de ce seuil, le Conseil Communautaire est compétent, jusqu'au seuil de compétence propre de la commission d'appel d'offres (voir plus haut).

Dans tous les cas, la Commission d'Appel d'Offres est saisie pour formuler un avis sur les consultations.

3. Compétences déléguées pour attribution des marchés par délibération du Bureau ou du Conseil Communautaire au Président après avis de la commission d'appel d'offres

Le Conseil Communautaire peut déléguer au Président, par délibération, la possibilité de conclure des marchés.

Dans ce cas, la commission d'appel d'offres peut alors, si elle y est invitée par délibération du Bureau et du Conseil Communautaire, examiner et débattre des décisions à prendre, et prendre des délibérations attributives sous forme d'avis.

4. Compétences d'avis de la commission d'appel d'offres dans le cadre des compétences de la Communauté de Communes

La commission d'appel d'offres est saisie, à l'initiative du Président, pour tout sujet lié aux marchés publics, en vue de formuler une analyse, un avis, et de faire une proposition au Conseil Communautaire qui, lui seul, décide d'attribuer les marchés.

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le



ID : 058-200067882-20250320-2025_CC_059-DE

III - Fonctionnement

1. Déroulement des réunions et procès-verbal

La réunion de la CAO se tient en présentiel. Toutefois, en cas de nécessité, la réunion peut également être organisée via des outils de visioconférence permettant d'assurer la sécurité des échanges, sans que cela puisse être prise en compte dans le quorum.

Ces outils devront également permettre les discussions et le partage d'écran pour la présentation des dossiers.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents, titulaires et suppléants remplaçant un titulaire absent. Les voix éventuelles des autres membres suppléants, mais qui ne représentent pas un titulaire ne sont pas comprises dans le calcul.

Un procès-verbal des réunions est dressé et signé par le Président, et communiqué à l'ensemble des membres titulaires ou suppléants. Il donne lieu à des extraits de délibérations signées par le Président.

Les réunions de la CAO ne sont pas publiques. Les candidats au marché ou à la délégation de service public ne peuvent donc pas y assister.

Dans ce cadre, les informations qui sont communiquées ont un caractère secret, peuvent faire l'objet de divulgation lorsque la procédure est terminée, et sous réserve du respect des principes du secret industriel et commercial, tel que défini par le Code de la Commande Publique.

2. Respect des règles de la commande publique

L'attribution d'un contrat ou d'un marché de droit public doit strictement respecter le principe de transparence et d'égalité de traitement entre candidatures, et cela tout au long de la consultation, comme lors de la décision.

Ainsi, pour les critères de consultation, ou d'attribution, le respect de ces principes doit être absolu, leur non-respect constituant un motif d'illégalité, et constituant, pour le Président, un délit.

Cela signifie que les décisions prises par la commission d'appel d'offres, comme par le conseil communautaire, en matière de commande publique, doivent être motivées et peuvent faire, comme tout acte administratif, l'objet d'un recours, soit par le contrôle de légalité, soit par un tiers qui s'estimerait lésé.

Les critères de pondération et de notation des offres doivent donc avoir été préalablement définis et restent intangibles. Il est, dès lors, souhaitable que la commission d'appel d'offres puisse en valider les règles.

3. Conflit d'intérêt

L'article L 1111-1-1 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « l'élu local veille à prévenir à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250320-2025_CC_059-DE



personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote ».

Le conflit d'intérêt à titre personnel est caractérisé par le lien direct entre l'objet et l'élu concerné (personnel ou professionnel).

Le fait d'adhérer, à titre personnel, à une personne morale, sans être désigné par la Communauté de communes, entre dans ce champ.

Le conflit d'intérêt personnel concerne la personne par elle-même, mais aussi par extension son conjoint, ses ayants droits directs (enfants, parents, frères et sœurs).

En application des textes, et en particulier de l'article L 1111-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, et en référence au règlement sur la prévention des conflits d'intérêts approuvée par le Conseil Communautaire, que ce soit en cas de conflit d'intérêt privé ou en tant que mandataire dans certaines situations, l'élu concerné a l'obligation de signaler sa situation au Président et aux élus du Conseil Communautaire. En cas de manquement, il sera tenu personnellement responsable.

Le déport de l'élu concerné est obligatoire lorsque la collectivité décide de l'attribution, au profit de la personne morale concernée, d'un contrat de la commande publique

En conséquence, tout membre de la commission d'appel d'offres doit, s'il est concerné, faire connaître tout conflit d'intérêt, et se retire, en amont de la délibération, de toute discussion visant à motiver une position, et ne prend pas part au vote. Il n'est pas compris dans l'effectif nécessitant le quorum.

IV - Dispositions spécifiques

Dans le cas d'un groupement de commande coordonné par la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, la Commission d'Appel d'Offres est compétente en vue de décider de l'attribution des offres.

Cependant, dans un souci de concertation, celle-ci invite un représentant de chaque collectivité membre du groupement avec voix consultative, en vue de procéder à un choix éclairé l'offre la mieux disante.

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le



ID : 058-200067882-20250320-2025_CC_059-DE